

Japan Analysis

La Lettre du Japon

n°13

octobre 2008

ANALYSE DE L'ACTUALITÉ

1. Le gouvernement change, les interrogations subsistent.

2. Les marchés japonais subissent les conséquences de la crise financière.
Une contribution de Claire Largent, spécialiste de la politique financière japonaise.

POINTS DE VUE D'ACTUALITÉ

Tanaka Akihiko, Okamoto Yukio, « Le monde peut-il coexister avec la Chine », *Chûôkôron*, août 2008, p.26-37.

Koike Yuriko, « La Diète, les relations nippon-américaines sont plongées dans une grande confusion – Mais l'époque a-t-elle besoin d'un Ozawa pour Premier ministre ? », *Chûôkôron*, octobre 2008, p.66-72.

Îo Jun, Kitaoka Shin'ichi, « Cinq grands débats : gouvernement, diplomatie, politique intérieure, stratégies politiques, leadership », *Chûôkôron*, octobre 2008, p.74-83.

Uekusa Kazuhide, « La déroute de l'économie de casino américaine menace le Japon », *Shûkan kinyôbi*, n°722, 10 octobre 2008, p.14-15.



Rédaction : Guibourg Delamotte, Asia Centre, EHESS

71 boulevard Raspail 75006 Paris – japananalysis@centreasia.org (ISSN : 1777-0335)

ANALYSE DE L'ACTUALITÉ

1. Le gouvernement change, les interrogations subsistent.

La démission de M. Fukuda

Comme son prédécesseur, M. Abe, M. Fukuda a annoncé sa démission le 1^{er} septembre, un mois après avoir formé un nouveau gouvernement. Vingt jours plus tard, M. Aso avait été élu à la tête du PLD, et nommé Premier ministre.

Mais, à la différence de la démission de M. Abe, celle de M. Fukuda n'a pas pris les observateurs par surprise : sa cote de popularité avait peu augmenté à la suite du sommet du G8 de Toyako, à Hokkaidô, ou du remaniement ministériel, qui avait eu valeur de test. Par conséquent, M. Fukuda ne semblait pas en position de mener son parti à la victoire dans les élections qu'il aura à affronter dans les semaines, ou les mois qui viennent.

Ces élections générales qui renouvelleront de la Chambre basse seront en effet particulièrement difficiles. Depuis les élections à la Chambre haute de juillet 2007, la Diète est « divisée » : ses deux Chambres ne sont pas dominées par la même majorité.

Compte-tenu de ce contexte difficile, M. Fukuda n'a pas démerité. Il avait été choisi par son parti pour succéder à M. Abe en raison de sa personnalité conciliante. Il a proposé au leader de l'opposition, M. Ozawa, d'entrer en coalition, ce qui a semé le trouble dans les rangs démocrates. Il n'a pas abusé de la procédure de passage en force qu'autorise la Constitution, mais s'en est servi pour deux projets sur lesquels aucun compromis ne semblait possible avec l'opposition : le vote d'une nouvelle loi de lutte contre le terrorisme, après l'expiration de la précédente, et les lois fiscales. Des heurts majeurs ont eu lieu avec l'opposition : ce fut le cas par exemple dans la nomination du gouverneur et des sous-gouverneurs de la Banque centrale japonaise.

Le renouvellement ministériel du début du mois d'août n'avait pas suscité l'enthousiasme escompté. M. Fukuda avait remplacé Ishiba Shigeru par

Hayashi Yoshimasa à la Défense, marquant son assentiment à des réformes modérées (plutôt que radicales) dans ce domaine. L'ancienne opposante à la réforme postale de M. Koizumi, Noda Seiko, qui a réintégré le PLD, mais conserve son image anti-réformatrice, avait été placée à la consommation (signe que M. Fukuda était prudent quant à la nécessité d'augmenter le taux de la TVA). Pour indiquer qu'il ne se quittait pas la voie de la rigueur budgétaire, il avait cependant confié le portefeuille de la réforme économique et fiscale à Yosano Kaoru (partisan de l'augmentation de la TVA).

Malgré ce remaniement, la cote de popularité du gouvernement changea peu¹. Le public manifesta seulement son approbation du maintien d'Asô comme secrétaire général du PLD et ses attentes à son égard².

L'élection d'Aso Tarô

La démission de M. Fukuda a entraîné des élections où, outre Asô Tarô, s'étaient portés candidats : Koike Yuriko, soutenue par l'ancien Premier ministre, Koizumi Jun'ichirô, Yosano Kaoru, Ishihara Nobuteru, fils du maire de Tôkyô, et Ishiba Shigeru. Un sondage réalisé par le *Yomiuri* les 10 et 11 septembre³, celui des candidats qui était considéré comme pouvant faire le meilleur Premier ministre, par comparaison avec M. Ozawa était M. Asô.

Le scrutin, indirect, se répartissait en 141 votes régionaux et 387 votes nationaux. Dans pratiquement toutes les régions (*tô dô fu ken*), le vote des trois grands électeurs obéissait à la règle de la majorité absolue : ces électeurs votent pour le candidat qui a obtenu la majorité des voix dans leur

¹ Elle est restée identique, à 24%, selon l'*Asahi* (« Naikaku shiji yokobai 24% », 3 août 2008). Selon le *Yomiuri*, 47% des Japonais n'appuyaient pas le nouveau gouvernement (« Naikakushintaisei ni kitaikan », 3 août 2008).

² A 51% selon l'*Asahi*, à 66,3% selon le *Yomiuri* (*ibid*).

³ « Shushô ni fusawashii nowa dochira ? », *Yomiuri*, 12 septembre 2008.

circonscription, lors des primaires du parti⁴. M. Asô a obtenu la majorité des deux catégories de suffrages, régionale et nationale. 211 représentants nationaux du PLD lui ont apporté leur vote – 48 des 88 membres de la faction Machimura, 22 de la faction Tsûshima et 33 de la faction Koga (ces deux dernières comportant respectivement 69 et 62 membres). Ces trois factions sont les plus grosses du PLD. Celle de M. Asô, de 20 membres, fait partie de ses petites factions⁵.

Yosano Kaoru et Ishiba Shigeru ont tous deux un portefeuille dans le gouvernement qu'a formé M. Asô – ce qu'il avait promis à ses adversaires au début de sa campagne. Si Mme Koike n'en a pas, peut-être parce qu'elle a été soutenue par une partie de la faction Machimura. La faction Machimura se compose de la sous-faction formée par l'ancien Premier ministre Mori Yoshirô qui soutenait M. Asô, et de celle de Nakagawa Hidenao, ancien secrétaire général. Ce dernier groupe appuyait Mme Koike, tout comme Koizumi Jun'ichirô et l'ancien secrétaire général Takebe Tsutomu.

Une partie de la faction Tsûshima a voté pour M. Ishiba, une partie de la faction Koga, pour M. Yosano, et une partie de celle de Yamazaki Taku, pour Ishihara Nobuteru.

M. Asô est connu pour avoir la langue qui fourche. Son dernier dérapage verbal, de nature à outrer en Occident, date du 4 août, quand il harangué le Parti démocrate à la Diète en ces termes : « *Le Parti démocrate a peut-être l'intention de prendre le pouvoir ? Les Nazis aussi, à une époque, ont demandé à ce qu'on leur laisse le pouvoir, ne serait-ce qu'une fois...* »⁶. Son approche de l'Histoire heurte aussi au Japon et en Asie (Australie incluse) : le groupe minier de sa famille a recouru à des prisonniers de guerre durant la guerre et M. Asô, un temps associé à la direction du

⁴ « Shijizôryô naru ishiba, koike shi, kanbu kurasu ni nyûha, yosano shi », *Yomiuri*, 5 septembre 2008.

⁵ Selon les pronostics du *Yomiuri* du 15 septembre 2008.

⁶ « Nachisu ni tatoe minshu kensei », *Yomiuri*, 5 août 2008.

groupe, n'a jamais fait de déclaration à ce sujet.

Depuis sa campagne, il surveille cependant son langage. Ainsi, lui qui déclarait, en décembre 2005, qu'un pays d'un milliard d'habitants, doté de l'arme nucléaire, dont les budgets de la défense augmentaient de plus de 10% par an finissait par être une vraie menace, affirmait, le 12 septembre, au Club de presse de Tôkyô des journalistes japonais qu'il fallait se féliciter de la croissance chinoise, non s'en alarmer⁷.

Au Minshutô

Pour sa part, Ozawa Ichirô a été réélu à son poste de leader du Minshutô à l'issue d'une élection où il était seul candidat. L'hypothèse de le confronter à des rivaux a été envisagée. Okada Katsuya a été pressenti, mais, en définitive, M. Okada a préféré ne pas se présenter : bien qu'assez peu populaire, M. Ozawa a une carrure politique qui fait de lui un leader de plus de poids face au PLD, dans la perspective des élections.

C'est en particulier Maehara Seiji, ancien président du parti et dont le groupe compte une trentaine de membres, qui appelait à une élection pluraliste – sans entendre lui-même se porter candidat.

Le groupe le plus important du Minshutô est celui de M. Ozawa, fort d'une cinquantaine de membres (dont la direction est assurée par Yamaoka Kenji). Les groupes de Kan Naoto (centre-droit), Hatoyama Yûkio (droite), Koshiishi Azuma (ancien parti socialiste), Naoshima Masayuki (ancien parti démocrate-social) lui ont tous apporté leur soutien.

Les perspectives électorales

Avant la démission de M. Fukuda, beaucoup de membres du PLD voulaient attendre la fin de la législature, en septembre 2009, pour dissoudre la Chambre basse afin de tirer parti, le plus longtemps possible, de la très large majorité qu'ont apportée au parti les

⁷ « Asô shi, ima wa gaman », *Yomiuri*, 13 septembre 2008.

élections de 2005⁸. D'autres souhaitent attendre que la cote de popularité du Premier ministre remonte⁹. A son arrivée au pouvoir, M. Asô a bénéficié d'un taux de soutien de plus de 50%. Le PLD a donc envisagé de convoquer les élections générales dès le 26 octobre. Le Kômeitô, allié du parti-démocrate, est partisan de tenir des élections avant la fin de l'année afin de ne pas avoir à tenir en 2009 deux campagnes, pour les élections générales et à la mairie de Tokyo. Il n'était cependant pas satisfait de devoir organiser une campagne si soudainement¹⁰.

Le calendrier demeure incertain. Après avoir envisagé également de dissoudre le 26 octobre, lancer la campagne le 18 novembre et tenir les élections le 30¹¹, le PLD et le Premier ministre envisagent de nouveau de les repousser au printemps prochain, après le vote du budget 2009, ou de ne plus faire d'élections anticipées, mais d'attendre la fin de la législature, en septembre.

Interrogés sur le gouvernement qu'ils souhaitent voir émerger des élections, plus de 33% des sondés disent vouloir une coalition entre Jimintô et Minshutô. La part des personnes qui préfère le maintien de la coalition Jimintô-Kômeitô actuelle est inférieure¹².

Plus encore qu'habituellement peut-être, les prochaines élections vont se jouer sur le programme économique des partis. Si le Minshutô l'emporte, la division de la Diète disparaîtra et le Japon connaîtra une alternance dont les auspices seront meilleurs que celle, de courte durée, sous les gouvernements Hosokawa et Hata (août 1993-juin 1994). Si le PLD l'emporte, il

cherchera à faire disparaître la très courte majorité qu'a le Minshutô à la Chambre haute : à la fin du mois d'août, 5 de ses alliés ont fait défection et annoncé qu'ils voteraient désormais avec le PLD (le Nouveau club de la réforme de Watanabe Hideo, opposant à la mise en œuvre de la réforme postale de M. Koizumi)¹³.

La majorité à la Chambre haute est de 122 voix. Le Minshutô en détenait 120 avec trois petits partis, le Nouveau souffle (*Shinryokufūkai* de Koshiishi Azuma), le Nouveau parti du peuple (Tanaka Yasuo) et le Nouveau parti du Japon (Kamei Shizuka et Watanuki Tamisuke, opposants à la réforme postale également).

Le Minshutô peut compter sur le ralliement occasionnel des 7 communistes, des 5 socialistes et des 5 indépendants, mais il n'est pas impossible que le PLD n'envisage un aménagement de la réforme postale pour gagner quelques voix. Un scénario similaire à celui qu'a connu le Japon au début des années 1990 qui verrait une recomposition de la scène politique autour de nouveaux partis (créés peut-être par Sonoda Hiroyuki et Yosano Kaoru, ou par Nakagawa Hidenao et Koike Yuriko¹⁴) n'est pas davantage exclu.

2. Les marchés japonais subissent les conséquences de la crise financière

Un article de Claire Largent, spécialiste de la politique financière du Japon.*

Alors que des mesures d'urgence pour sauver les banques en difficultés se succèdent dans le monde entier, le système financier japonais s'avère solide. En effet, l'exposition des institutions financières japonaises sur le marché du crédit hypothécaire à risque est relativement limitée et elles peuvent ainsi régler des pertes liées aux produits « subprime » par leurs profits réguliers.

⁸ Le responsable des élections du PLD, Koga Makoto, s'était prononcé en ce sens (« Asôshi « kaisan hatsugen hikaete », *Yomiuri*, 6 août 2008).

⁹ Sasakawa Takashi, président aux Affaires générales du PLD, *ibid.*

¹⁰ « Kaisan itsu fumikiru », *Asahi*, 25 septembre 2008.

¹¹ « Hanashiai no kaisan no yôsô », *Yomiuri*, 9 octobre 2008 ; « Shushô, tsukimatsu kaisan shiya », *Yomiuri*, 15 octobre 2008.

¹² « Chihô mo « Asô shiji » », *Yomiuri*, 15 septembre 2008.

¹³ « Ozawa minshu kessoku ni hamon », *Yomiuri*, 29 août 2008.

¹⁴ « Hakaana wo fukaku shita jimin no Asô senshutsu », *Livedoor*, 27 septembre 2008.

* Pseudonyme.

Cette prudence à l'égard de marchés qui ont été considérés comme innovants et rentables s'explique par l'amère expérience de la « décennie perdue » et les efforts d'amélioration de la gestion des risques qui l'ont suivie. Le Japon bénéficie aujourd'hui de filets de sécurité mis en place durant ces années, visant à préserver la confiance dans le système financier : les épargnants jouissent d'une garantie des dépôts à hauteur de 70 000€ ; la *Deposit Insurance Corporation (Yokin hokenkikô, DIC)*, le fond japonais de garantie de ces dépôts, peut prendre des mesures de sauvetage telles que l'attribution d'une aide pécuniaire à l'institution en difficultés, le rachat des créances douteuses, l'injection de capital, voire, la nationalisation temporaire en cas de nécessité. En outre, le gouvernement japonais a déposé un projet de loi pour rétablir, dans une version amendée, la Loi de renforcement des fonctions financières (*Kin'yû kinô kyôka hô*) expirée à la fin du mois de mars 2008 pour permettre à la DIC d'injecter des liquidités, même dans des banques qui ne connaîtraient pas de difficultés.

Fort de son expérience et de la solidité financière qu'il y a acquise, le Japon est en mesure d'aider à rétablir la stabilité du système financier international. Lors des sommets internationaux qui se sont succédé, le gouvernement japonais a préconisé l'injection de capital. Du côté du secteur privé, Mitsubishi-Tokyo UFJ Bank a par exemple acheté 21% de Morgan Stanley et Nomura, les filiales européennes et asiatiques de Lehman Brothers.

Bien évidemment, des risques existent. Certaines banques régionales ou locales seraient moins résistantes du fait de prises de risques importantes par rapport à leur taille.

À l'instar des autres bourses, celle de Tôkyô est en chute libre, en raison du pessimisme des investisseurs quant à l'impact de la crise financière sur l'économie réelle, d'une part ; en raison, d'autre part, des ventes massives auxquelles les investisseurs étrangers sont contraints à cause des pertes considérables qu'ils subissent ailleurs, soit qu'ils manquent de

liquidités, soit qu'ils cherchent à réduire leurs risques.

Surtout, le ralentissement de l'économie mondiale et la hausse soudaine du yen pénalisent les exportations japonaises. Enfin, les marchés interbancaires sont plus tendus qu'avant la crise, alors même que les banques japonaises n'ont pas, comme ailleurs, besoin que l'État se porte garant de leurs dettes.

L'économie réelle, pour sa part, ne peut être épargnée. Tous les indices conjoncturels sont à la baisse. Le ralentissement de l'économie mondiale pénalise les exportations. La baisse des bénéfices des entreprises et le durcissement de l'octroi de crédits ralentissent les investissements en biens d'équipement. La consommation des ménages stagne à cause de la faible augmentation des salaires et de la hausse des prix.

C'est dans ce contexte que le Japon vient d'adopter un paquet de mesures économiques de 15 milliard d'euros environ, comportant notamment une aide aux PME¹⁵. Le gouvernement élabore dès à présent une nouvelle série de mesures, prévoyant 16 milliards d'euros d'indemnités aux ménages, ainsi que des crédits d'impôt sur les intérêts d'emprunt. Le rétablissement de la Loi de renforcement des fonctions financières conforterait ces mesures : elle permettrait aux banques de maintenir, voire, d'accroître leur contribution à l'activité économique. Le gouvernement est même disposé à se porter acquéreur d'actions des banques.

Le nouveau gouvernement a pour priorité absolue le redressement de l'économie et n'hésitera pas à retarder le processus de consolidation budgétaire, ce d'autant moins que des élections générales vont avoir lieu prochainement.

Le Parti Démocrate, le premier parti d'opposition, vient à son tour de publier une

¹⁵ Cf. les sites du cabinet : <http://www5.cao.go.jp/keizai1/2008/0918summary-english.pdf> (sur le paquet de mesures) et du ministère des Finances : <http://www.mof.go.jp/jouhou/syukei/h20/sy200929/sy200929h.pdf> (sur le budget rectificatif)

série de propositions pour redresser l'économie. Leur contenu est proche des mesures adoptées par le gouvernement, à cette exception que le Minshutô souhaiterait que les réserves de changes soient utilisées pour fournir les liquidités. De fait, l'opposition préfère, cette fois, collaborer avec le gouvernement plutôt que de s'opposer à lui, sans doute pour montrer qu'il saurait assumer le pouvoir au lieu de l'actuelle coalition s'il remportait les élections.

La Banque du Japon elle-aussi, s'est montrée efficace face à la crise : elle a renforcé le système déjà élaboré qui lui permettait de fournir des liquidités aux marchés internationaux en coopération de ses homologues internationales. Elle a notamment mis en place un mécanisme d'accès à des liquidités en dollars au Japon. Elle a également soutenu les baisses concertées de taux directeurs pratiquées par les 6 banques centrales américaines et européennes sans abaisser son propre taux (à 0,5%), considéré comme accommodant. Mais, face aux demandes des gouvernements et aux attentes des marchés, il n'est pas certain qu'elle puisse s'abstenir longtemps d'un nouvel assouplissement¹⁶.

Par ailleurs, le gouvernement vient de nommer Yamaguchi Hirohide sous-gouverneur de la Banque centrale japonaise. Le poste était vacant depuis 6 mois. Le Parti démocrate, qui s'était opposé aux précédents candidats du gouvernement, issus du ministère des Finances, a approuvé ce choix : M. Yamaguchi, administrateur de la BoJ où il a assuré un grand nombre de fonctions en une carrière de 30 ans, est réputé pour ses bonnes relations avec les parlementaires : dans le contexte actuel, sa nomination devrait être bien accueillie du monde financier.

¹⁶ De fait, le 31 octobre, la BoJ a annoncé une baisse de 0,2% de ses taux directeurs.

POINTS DE VUE D'ACTUALITÉ

Tanaka Akihiko, Okamoto Yukio^a, « Le monde peut-il coexister avec la Chine » (Sekai wa Chûgoku wo kyôson dekiru ka), Chûôkôron, août 2008, p.26-37.

Deux éminents analystes échangent leurs vues sur le développement de la Chine, le nationalisme chinois et l'apprentissage de l'histoire en Chine et au Japon.

Okamoto : Rassembler en une nation une population d'1,3 milliards d'habitants, d'ethnies et de cultures diverses et composer avec une divergence de régimes juridiques et des disparités économiques à l'échelle du pays est un travail considérable. Jusqu'à présent, la population se retrouvait sous le pavillon du communisme, mais avec l'introduction par le 16^{ème} Congrès du capitalisme dans le règlement du parti, le communisme a disparu, en réalité. Il ne reste plus au pays que le nationalisme pour se fédérer.

Or, presque par essence, le nationalisme chinois est antijaponais. Le nationalisme chinois met en valeur le parti communiste chinois, dont la légitimité repose sur « l'impérialisme japonais ». Plus l'« impérialisme nippon » est diabolisé, plus cette légitimité est renforcée. Le nationalisme chinois contemporain repose sur la négation de toute relation à autrui.

Tanaka : L'objectif du gouvernement chinois est de construire une société égalitaire et stable. Il n'est pas dit bien sûr qu'il y parvienne, réduire les inégalités et assurer la stabilité de la société chinoise n'est pas une mince affaire, mais qu'il ait cet objectif est déjà beaucoup en soi.

(...) Hu Jintao a bien contribué à la normalisation politique des relations avec les gouvernements Abe puis Fukuda. Certaines personnes ont trouvé que sa dernière visite au Japon avait apporté peu de progrès.

^a Tanaka Akihiko est professeur à l'université de Tokyo et Okamoto Yukio, ancien diplomate et analyste.

Cependant, les tensions épisodiques qu'il y a eu entre la Chine et le Japon ces dernières ne provenaient pas de difficultés objectives : elles tournaient autour de trois questions qui avaient valeur de symboles :

- les Japonais estiment que les Chinois ne reconnaissent pas l'évolution pacifique du Japon depuis la fin de la guerre ; ils leur reprochent de n'exprimer aucune reconnaissance au Japon de sa contribution au développement économique de la Chine ;

- quant aux Chinois, ils pensent que le Japon n'a pas pris toute la mesure de ce qu'il a fait pendant la guerre et qu'il ne le regrette pas.

Or, les allocutions faites tant l'année dernière par Wen Jiabao que cette année par Hu Jintao lors de leurs visites au Japon ont été retransmises par la télévision chinoise et sur ces trois points, elles étaient en accord avec les positions japonaises : le développement pacifique du Japon après guerre était extraordinaire, la Chine était reconnaissante de la contribution japonaise à son développement et les dirigeants japonais s'étaient excusés à maintes reprises des crimes du passé. Sur ces trois points, qui étaient les principaux problèmes, la Chine a pris en compte les messages du Japon.

Ensuite, cela a pris du temps, certes, mais il faut saluer le fait qu'on ait réussi à signer un accord sur l'exploitation commune du gaz de mer de Chine orientale, alors même qu'en Chine, un tel accord devait fatalement rencontrer des résistances.

Okamoto : Le gouvernement chinois se donne du mal, en effet, mais je crois malheureusement qu'il ne s'agit que d'un traitement des manifestations, pas des sources du mal.

Et leur source se trouve tant dans l'éducation antijaponaise que reçoivent les jeunes Chinois, que dans les lacunes de l'enseignement de l'histoire au Japon. Dans les manuels chinois, on continue de lire que les Japonais ont tué 20 millions de personnes. Demander aux jeunes Chinois de bien aimer des gens dont on leur affirme que, dans un passé récents, ils ont tué 20 millions leurs grands-parents, ça ne peut

pas fonctionner ! Et au Japon, l'histoire de l'ère Shôwa (1925-1989) n'est pour ainsi dire pas enseignée. Je pose la question mes étudiants à l'université : 90% d'entre eux n'ont pas fait d'histoire contemporaine au lycée. Ils ont pu sortir du lycée sans jamais avoir étudié cette période. Nos relations avec la Chine ne seront saines que le jour où l'on aura ôté ce cache-misère, qu'on aura comme les Français et les Allemands, rédigé ensemble un manuel d'histoire et que les enfants qui auront appris cette histoire-là formeront la société.

Est-ce possible facilement ? Je crois que ça l'est au Japon : dès lors que les gouvernants diront que l'histoire de l'ère Shôwa est obligatoire, elle le deviendra. Ce sera difficile en Chine. Tant qu'elle ne sera pas une démocratie, ça le sera. Les Japonais pourront s'excuser autant qu'ils voudront, cela ne fera que jeter de l'huile sur le feu. Tant qu'en Chine n'apparaîtront pas des opinions diverses pour dire que l'histoire qu'enseigne le PC est étrange, la perception de l'histoire ne changera pas en Chine. Cela va prendre un temps fou... J'en veux beaucoup aux dirigeants de l'époque Shôwa de leur bêtise. Aujourd'hui, 70% des entreprises étrangères implantées en Chine pourraient être japonaises ; les économies chinoise et japonaise auraient eu vocation à être beaucoup plus imbriquées qu'elles ne le sont ; au lieu de cela, les relations économiques de la Chine avec les États-Unis et l'UE se font de plus en plus étroites.

Tanaka : Je pense que les relations avec la Chine évoluent malgré tout dans le bon sens – y compris en ce qui concerne la défiance chinoise à l'égard du Japon ou l'instrumentalisation du sentiment antijaponais. Les Chinois s'inquiètent cependant beaucoup : ils trouvent fragile la base des relations nippono-chinoises ; elles se sont améliorées parce que Fukuda n'allait pas au Yasukuni, mais tout pourrait être remis en cause si le prochain Premier ministre ne fait pas le même choix.

Koike Yuriko, La Diète, les relations nippono-américaines sont plongées dans une grande confusion – Mais l'époque a-t-elle besoin d'un Ozawa pour Premier ministre ? (Kokkai, nichibeikankai wa

daikonran ; Soredemo jidai wa ozawa sôri wo motomeru no ka ?), Chûôkôron, octobre 2008, p.66-72.

Ancienne journaliste, ancienne ministre (Environnement, Défense), Mme Koike a été candidate à la présidence du Parti contre Asô Tarô en septembre dernier. Soutenue par Koizumi Jun'ichirô, elle faisait figure, dans cette campagne, de candidate réformatrice. Elle expose ici son opinion d'Ozawa Ichirô et de la capacité du PLD à réformer le Japon.

Le PLD serait incapable de réformer ?

J'ai participé en 1994 à la création du Shinseitô, le Nouveau parti du progrès. J'y ai été sous-secrétaire au secrétaire du parti qu'était Ozawa Ichirô. Pendant les 6 années qui ont suivi, je l'ai accompagné dans la création des partis libéral puis conservateur. Pour quelle raison ? Parce que j'avais été impressionnée par le programme de réforme du Japon qu'il avait exposé dans son livre en 1993.

Il y exposait une vision claire, influencée par les idées américaines, de réformes dont le Japon avait besoin – on sortait de la Guerre froide, la bulle spéculative venait d'exploser... Ozawa expliquait qu'il fallait donner aux Forces d'autodéfense les moyens de créer rapidement et efficacement l'environnement stratégique souhaitable pour la paix et a la sécurité du Japon, qu'il fallait lever les réglementations qui grevaient la croissance économique, fixer de nouvelles règles qui favorisent l'initiative personnelle et responsabilisent les individus. C'était une vision d'avant-garde.

Ozawa, à 47 ans, était secrétaire du PLD. Le PLD repose, comme c'est généralement le cas, sur des réseaux – celui du BTP, des paysans, des pêcheurs... ; envoyer un tel message à leurs coopératives et entreprises était du jamais-vu. Ozawa brandissait des slogans réformateurs. Mais, la personne qui a accompli ces réformes a finalement été Koizumi Jun'ichirô.

Ozawa a été à deux doigts de devenir Premier ministre après Kaifu, grâce au soutien de Kanemaru Shin. Il a décidé qu'on ne pouvait pas réaliser de réformes en étant

au PLD, a voté la motion de défiance contre le gouvernement et quitté le parti.

A l'inverse, Koizumi est devenu Premier ministre, a mis à mal les groupes d'intérêts que défendait le PLD, et déréglementé secteur après secteur. Après la victoire de 2005, il a réformé la Poste. Entre le moment où Ozawa aurait pu devenir Premier ministre et les réformes accomplies par Koizumi, 16 années se sont écoulées, et combien de milliards de yens gaspillés ?

Îo Jun, Kitaoka Shin'ichi⁷, « Cinq grands débats : gouvernement, diplomatie, politique intérieure, stratégies politiques, leadership » (Itsutsu no ronten kara bunseki suru – tôchikôzô, gaikô, naisei, seiryaku, rîdashippu), Chûôkôron, octobre 2008, p.74-83.

Deux universitaires commentent l'évolution du Minshutô et des idées d'Ozawa Ichirô.

Kitaoka : Malgré le fait que la cote de popularité du Minshutô ne soit pas bonne, il y a une réelle possibilité que le Minshutô gagne les prochaines élections – qui se feront plutôt pour ou contre le PLD.

Îo : La volonté de changement des électeurs converge en tout état de cause avec le thème de l'alternance sur lequel se concentre Ozawa.

Kitaoka : Est-ce qu'Ozawa ferait un bon chef de gouvernement ? L'opposition est généralement prête à semer le trouble pour accéder au pouvoir. On dit que les critiques du Minshutô sont irresponsables, mais le Jimintô, dans l'opposition sous Hosokawa, n'était pas plus responsable. Qui plus est, le Minshutô a plutôt bien fait son travail de parti d'opposition : beaucoup d'informations sont sorties qui probablement ne seraient pas parvenues au public si la majorité des deux chambres avait été détenue par le même parti.

⁷ Respectivement professeur au Centre d'études politiques de l'université de Saitama et professeur à l'université de Tôkyô.

Néanmoins, est-ce qu'avec la politique que propose actuellement Ozawa, le Japon pourrait fonctionner ? Non. Dans les déclarations qu'il a faites pendant « l'université d'été », en juillet, il a semblé revenir au programme qu'il avait exposé dans son livre de 1993, *Plan de réforme du Japon*. Il appelait à une réforme du système politique, à une clarification des responsabilités. Il voulait aussi que le Japon ait les mêmes activités internationales que les autres puissances ; il a changé sur ce point, on l'a vu dans son opposition au déploiement des FAD dans l'océan indien¹⁷.

Îo : Avec son attachement à l'onucentrisme et à l'alliance nippon-américaine, il a incontestablement une approche idéaliste et légaliste de la diplomatie. Si on adoptait aujourd'hui la logique d'Ozawa, la contribution internationale du Japon diminuerait.

Uekusa Kazuhide, « La déroute de l'économie de casino américaine menace le Japon » (Beikoku kajino keizao hatei ga nihon wo osou), *Shûkan kinyôbi*, n°722, 10 octobre 2008, p.14-15.

Écrivant avant l'adoption des plans de relance européen et, finalement, américain, cet économiste critique les excès du libéralisme économique à l'américaine, mais aussi la manière dont il a été mis en œuvre, partiellement, au Japon.

Le néolibéralisme qu'on appelle aussi « fondamentalisme de marché » a fait apparaître aux États-Unis des écarts de richesse considérables.

Au Japon, avec le retrait de M. Koizumi de la vie politique, le « fondamentalisme de marché » est sur la sellette. Il a secrété des

¹⁷ NdT : Ce n'est pas tout à fait exact en réalité, dans la mesure où M. Ozawa a toujours insisté sur l'importance pour le Japon de s'inscrire dans le cadre d'opérations sous mandat du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce sont sans doute ces missions, davantage que la position de M. Ozawa, qui ont évolué. Sur la question du déploiement des FAD dans l'océan indien, la proposition du Minshutô n'était pas dénuée d'ambiguïtés pour autant (cf. *Japan Analysis* n°10 de janvier 2008).

emplois précaires et une classe de « travailleurs pauvres », qui, comme le système de soins des personnes âgées et la loi sur l'aide à l'autonomie des personnes handicapées, menacent sérieusement le niveau de vie des gens. La disparition des « filets de sécurité » est provenue de l'ultralibéralisme de M. Koizumi.

(...) L'acceptation de la faillite de Lehmann et le refus de la Chambre des représentants [dans un premier temps] de voter un plan de stabilisation financière reposent sur le principe de la « responsabilité individuelle », principe de base du libéralisme économique : le responsable subit les conséquences de ses actes.

Au Japon, on a traité les problèmes financiers de manière ambiguë. En mai 2003, pour éviter la faillite de la banque Resona, le gouvernement Koizumi a débloqué une aide financée par les recettes fiscales de l'État, plutôt que de laisser les marchés sanctionner la banque. Le gouvernement avait annoncé une politique de relance de la croissance et qu'il ne laisserait pas les grandes banques faire faillite, ce qui a entraîné l'effondrement des cours, avant qu'il n'adopte un plan de recapitalisation financé par l'impôt.

Or, les marchés réagissent mal à des plans de refinancement par l'impôt du capital des banques quand on ne sanctionne pas leur mauvaise gestion en vertu du principe de responsabilité : les valeurs japonaises ont chuté. Il est probable que M. Koizumi avait discuté avec M. Bush de ce plan de recapitalisation qui a suivi l'effondrement des valeurs japonaises : il a, pendant ce temps, acheté 47 milliards de dollars. Cet effondrement des valeurs japonaises, la dévaluation du yen qu'il a entraînée et les achats massifs de devises étrangères ont entraîné le bradage (*baikoku seisaku*) de valeurs japonaises prodigieusement sous-évaluées.

Le ralentissement économique mondial, le déclin de la confiance et la confusion politique vont avoir un impact négatif sur l'économie japonaise. Nous sommes en droit d'attendre une politique adaptée, soucieuse de préserver le niveau de vie des gens.

Les élections prochaines prennent dans ce contexte un sens particulier. Elles offrent la possibilité de mettre en cause le fondamentalisme de marché qui s'est déployé au Japon.

Les électeurs doivent avoir à l'esprit qu'elles leur donnent la possibilité de choisir entre : 1. une économie de spéculation (*jakuniku kyôshoku shôrei*) et le renforcement des filets de sécurité ; 2. une administration puissante et sous contrôle ; 3. une diplomatie asservie aux États-Unis et l'indépendance diplomatique. L'alternance, aux États-Unis comme au Japon, sera la réaction la plus efficace à la situation actuelle.



ASIA CENTRE A SCIENCES PO

Fondé en août 2005, **Asia Centre** mène des recherches et débats sur les relations internationales, stratégiques et économiques ainsi que sur les transformations en cours dans la région Asie-Pacifique.

Asia Centre développe les programmes de recherche et les analyses de son équipe, mais s'appuie aussi sur un réseau international d'expertise associée grâce à ses partenaires et aux dialogues informels (second-track) qu'il entretient en Asie, en Europe et dans le monde. Les résultats donnent lieu à des publications et rapports originaux. Pour contribuer à l'avènement d'une véritable politique asiatique européenne, Asia Centre s'est associé à l'ECFR (European Council for Foreign Relations) et a créé en janvier 2008 l'**ECFR Asia Centre**.

Les programmes sont principalement axés sur la prévention des conflits et l'intégration régionale, les défis posés par la démocratie et la gouvernance, la mondialisation et les stratégies nationales, l'énergie, la prolifération et le développement durable. Les programmes spécifiquement destinés aux entreprises sont suivis à travers **Asia Centre/Pôle entreprises**.

PROGRAMMES EN COURS :

- **Le programme sur le Japon et l'Asie du Nord-est** s'intéresse particulièrement à la vie politique et à la situation de cohabitation sans précédent que connaît depuis un an le Japon, ainsi qu'aux débats concernant sa politique de défense. Le thème de la réforme institutionnelle est d'actualité. Les instituts japonais avec lesquels Asia Centre entretient d'étroites relations sont le JIIA (Japan Institute of International Affairs), le NIDS (National Institute for Defense Studies) et la Tokyo Foundation. Asia Centre suit également de près les développements nord-coréens. L'université nationale de Séoul fait partie des établissements avec lesquels il collabore régulièrement.

Directeur : François Godement

Secrétaire générale / Directrice Communication :
f.biot@centreasia.org

Directrice des publications : g.delamotte@centreasia.org

Directeur développement : jf.dimeglio@centreasia.org

Responsable diffusion et logistique :
r.jouannigot@centreasia.org

Asia Centre à Sciences Po.

71 Bd Raspail, 75006 Paris
Tel : + 33 1 75 43 63 20
Fax : + 33 8 74 77 01 45

contact@centreasia.org

www.centreasia.org